

1 - Actualité nationale et internationale

Plan de financement de l'économie française

La première réunion de travail du comité de suivi du plan de financement de l'économie française s'est tenue le 27 janvier 2009 à Bercy en présence de Christine LAGARDE, Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, qui a dressé un premier bilan du dispositif gouvernemental mis en place depuis le mois d'octobre 2008. Pour rappel, ce dispositif se décline en deux composantes :

- un *apport de liquidités à moyen terme* aux banques via la SFEF (société de financement de l'économie française). La SFEF intervient en levant des fonds avec la garantie de l'Etat sur les marchés, qu'elle prête ensuite à moyen terme aux banques moyennant un taux d'intérêt et la transmission de créances au titre de garantie ;
- un *renforcement des fonds propres* des banques pour augmenter leur capacité de crédit, via des souscriptions de la SPPE (société de prise de participation de l'Etat) qui est financée par un emprunt public pour un engagement plafond de 40 milliards d'euros.

A fin janvier, 13 banques ont bénéficié de 23 milliards de prêts auprès de la SFEF, au taux de 4 %. Concernant le dispositif de renforcement des fonds propres des banques, la SPPE a souscrit en décembre dernier une première tranche de 10,5 milliards de titres super subordonnés (TSS) émis par les 6 principales banques françaises au taux de 8,2 %. Les modalités de la 2^e tranche de renforcement des fonds propres ont été annoncées le 21 janvier 2009. Cette 2^e tranche portera sur un même montant maximum de 10,5 milliards d'euros, les banques pouvant émettre d'ici le 31 août 2009 soit des TSS, soit des actions de préférence sans droit de vote. Moins hybride que les TSS, les actions de préférence sont éligibles au « *core Tier one* ».

Le dispositif de médiation du crédit en outre-mer

Le dispositif de médiation du crédit a été mis en place dans les neuf régions d'outre-mer dès le début du mois de novembre 2008. Identique en tous points à celui déployé en métropole, le dispositif s'articule autour d'un médiateur départemental, fonction occupée par chacun des directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM, et d'une cellule opérationnelle de suivi. Cette cellule est réunie chaque semaine par le représentant de l'Etat et est composée du trésorier payeur général et du médiateur départemental qui examinent et orientent les dossiers déposés.

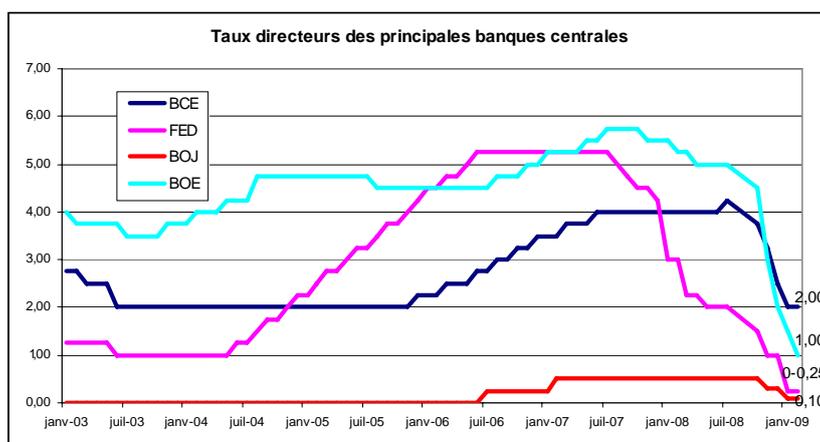
Le dépôt d'un dossier se fait prioritairement au travers de la plateforme internet élaborée pour la circonstance : <http://www.mediateurducredit.fr>.

Taux d'intérêt

La BCE et la FED maintiennent le statu quo monétaire

Au cours de la réunion qui s'est tenue le 5 février 2009, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux de soumission minimal appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que les taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 2 %, 3 % et 1 %, niveaux fixés le 15 janvier dernier. Dans son discours introductif, le Président de la BCE observe que « *sous l'effet de l'intensification et de la généralisation des turbulences sur les marchés financiers, l'activité s'est sensiblement ralentie partout dans le monde y compris dans la zone euro. La faiblesse de l'activité économique persistera dans la zone euro au cours des prochains trimestres et les perspectives économiques restent entourées d'un degré d'incertitude exceptionnellement élevée* ».

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a maintenu au cours de sa réunion du 28 janvier 2009 son principal taux directeur dans une fourchette de 0 % à 0,25 %. Le Comité souligne dans son communiqué que l'activité économique s'est fortement dégradée. Au quatrième trimestre 2008, le PIB des Etats-Unis a reculé de 3,8 % en rythme annuel. Au total, la croissance de l'économie américaine ressort à 1,3 % pour l'ensemble de l'année 2008 et le taux d'inflation à 3,3 %. En décembre 2008, la production industrielle a chuté de 2 % contre 1,3 % en novembre et 7,8 % en glissement annuel. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 1 % (6^e recul mensuel consécutif). L'indice des prix lié aux dépenses de consommation des ménages a diminué de 0,5 % par rapport à novembre. Hors alimentation et énergie, l'indice est resté stable pour le 3^e mois consécutif. Les commandes de biens durables ont reculé pour le 5^e mois consécutif de 2,6 % contre 3,7 % en novembre. Au mois de janvier 2009, l'indice de confiance des consommateurs (Conference board) perd 0,9 point par rapport à décembre à 37,7. Le secteur privé américain a supprimé 522 000 emplois postes en janvier 2009 contre 659 000 en décembre 2008 (chiffre révisé).



Chômage

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France ...

En France, fin décembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1 (les personnes inscrites à l'ANPE déclarant être à la recherche d'un emploi à plein temps et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois) s'établit à 2 114 300, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 2,2 % (+ 45 800 personnes). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 augmente de 11,4 % (+ 16,3 % pour les hommes et + 6,4 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie 1 croît de 19,5 %.

... et variation limitée du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières est selon Eurostat de 8,0 % en décembre 2008, en progression de 0,1 % par rapport à novembre. Il était de 7,2 % en décembre 2007. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union (UE27) s'est élevé à 7,4 % en décembre 2008. Il était de 6,8 % en décembre 2007. En décembre 2008, le taux de chômage des moins de 25 ans est estimé à 16,4 % dans la zone euro et à 16,6 % dans l'UE27.

Inflation

recul de l'inflation en France et dans la zone euro

En décembre 2008, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,2 % sur un mois ; l'inflation sous-jacente s'élève en glissement annuel à 1,8 %.

Selon une estimation provisoire d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,1 % en janvier 2009, contre 1,6 % en décembre 2008.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire dans un contexte de récession économique

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé lors de sa réunion du 22 janvier 2009 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. Dans son communiqué, la BoJ indique que les conditions économiques se sont détériorées de façon significative, et que cette dégradation devrait continuer. La BoJ a revu à la baisse ses prévisions économiques tablant sur une contraction du PIB de 1,8 % pour 2008-2009 et de 2,0 % pour 2009-2010 ainsi qu'un recul des prix à la consommation respectivement de 1,1 % et de 0,4 %. En décembre 2008, la

production industrielle du Japon a chuté de 9,6 % par rapport à novembre. La consommation des ménages a reculé de 4,6 %. Les prix à la consommation ont augmenté de 0,2 % sur un an. En décembre 2008, le taux de chômage est estimé à 4,4 % en hausse de 0,5 %. Les exportations ont chuté de 35 % sur un an à cause de la forte baisse des livraisons vers les Etats-Unis (- 36 %) et l'Union européenne (- 41,8 %) et du raffermisssement du yen. Les importations ont reculé de 21,5 %. Le déficit commercial atteint 2,6 milliards d'euros.

Ralentissement de l'activité économique en Chine

Le PIB chinois a progressé de 6,8 % au quatrième trimestre 2008, soit son plus faible niveau depuis 2001 et de 9,0 % sur un an contre 13 % en 2007. En décembre 2008, la production industrielle a augmenté de 4,1 % et de 12,9 % sur un an (18,5 % en 2007). L'indice des prix à la consommation a varié de 5,9 % en 2008. Selon les statistiques des douanes, les exportations de marchandises ont atteint 112,2 milliards de dollars au mois de décembre 2008, en baisse de 2,8 % par rapport à décembre 2007, ce recul s'explique par le ralentissement en Europe et aux Etats-Unis et le raffermisssement du yuan face au dollar.

Publications au Journal Officiel de la République du 31 janvier 2009

1 - Saint-Pierre-et-Miquelon, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Wallis-et-Futuna

- l'ordonnance n° 2009-102 du 30 janvier 2009 relative aux informations sur le donneur d'ordre qui doivent accompagner les virements de fonds ;

- l'ordonnance 2009-103 du 30 janvier 2009 relative aux gels des avoirs.

Ces textes rendent applicables dans les COM les dispositions de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie déjà en vigueur en métropole et dans les DOM.

2 - Blanchiment de capitaux

L'ordonnance n° 2009-104 du 30 janvier 2009 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchiment et de financement du terrorisme. Ce texte transpose en droit français la 3^e directive européenne anti-blanchiment.

Publications

1 - Rapport de la mission de réflexion et de propositions sur l'organisation et le fonctionnement de la supervision des activités financières en France

Ce document, établi par M. Bruno Deletré à la demande du ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/094000030>

2 - Bilan de la médiation bancaire pour l'exercice 2007

Le rapport est disponible en téléchargement sur :

http://www.banque-france.fr/fr/instit/telechar/services/cmb_bilan_2007.pdf

3 - Pour un développement responsable du crédit renouvelable en France

Ce rapport, réalisé par Athling management pour le Comité consultatif du secteur financier, est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/autres/athling.htm>

4 - Rapport annuel du Comité consultatif du secteur financier

Le 3^e rapport 2007-2007 du CCSF est disponible en téléchargement sur :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport07-08.htm>

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

| en millions de F CFP | déc-06 | déc-07 | déc-08 | var. 07/06 | var. 08/07 |
|------------------------|--------|--------|--------|------------|------------|
| Circulation fiduciaire | 1 708 | 1 823 | 1 928 | 6,7% | 5,8% |
| Dépôts à vue | 2 310 | 2 769 | 2 645 | 19,9% | -4,5% |
| Total M1 | 4 018 | 4 592 | 4 573 | 14,3% | -0,4% |
| M2-M1 | 422 | 458 | 417 | 8,5% | -9,0% |
| Total M3 | 5 042 | 5 995 | 6 063 | 18,9% | 1,1% |

Concours à caractère bancaire

| en millions de F CFP | sept-06 | sept-07 | sept-08 | var. 07/06 | var. 08/07 |
|---------------------------|---------|---------|---------|------------|------------|
| Crédits de trésorerie | 871 | 907 | 1 000 | 4,1% | 10,3% |
| Crédits à l'équipement | 538 | 514 | 503 | -4,5% | -2,1% |
| Crédits à l'habitat | 919 | 759 | 656 | -17,4% | -13,6% |
| Autres crédits | 208 | 386 | 401 | 85,6% | 3,9% |
| Sous total | 2 537 | 2 564 | 2 560 | 1,1% | -0,2% |
| Créances douteuses brutes | 594 | 508 | 472 | -14,5% | -7,1% |
| Total | 3 131 | 3 072 | 3 032 | -1,9% | -1,3% |

Compensation

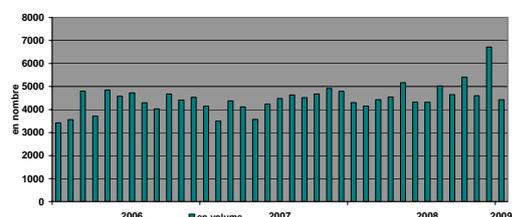
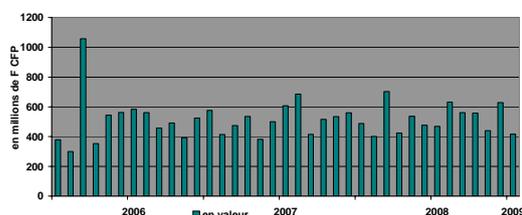
| INDICATEURS IEOM | | Données brutes | | var. mensuelle | gliss. annuel |
|-----------------------------------|-----------|----------------|-------|----------------|---------------|
| Compensation (en nbre) | mensuelle | janv-08 | 4 426 | -34,1% | 2,8% |
| | cumulée | janv-08 | 4 426 | - | 2,8% |
| Compensation (en millions de CFP) | mensuelle | janv-08 | 416,5 | -33,8% | -14,7% |
| | cumulée | janv-08 | 416,5 | - | -14,7% |

Incidents bancaires

| INDICATEURS IEOM | | Données brutes | | var. mensuelle | gliss. annuel |
|-----------------------------------|-----------|----------------|-----|----------------|---------------|
| Incidents de paiements par chèque | mensuelle | déc-08 | 122 | 29,8% | 110,3% |
| | cumulée | déc-08 | 961 | 14,5% | 24,8% |
| Retraits de cartes bancaires | mensuelle | déc-08 | 1 | - | - |
| | cumulée | déc-08 | 12 | 9,1% | -45,5% |

Interdits bancaires

| INDICATEURS IEOM | | Données brutes | | var. mensuelle | gliss. annuel |
|---------------------|--------------------------|----------------|-----|----------------|---------------|
| Interdits bancaires | stock | déc-08 | 429 | 0,7% | 15,0% |
| | dont personnes physiques | déc-08 | 416 | 0,7% | 15,6% |
| | dont personnes morales | déc-08 | 13 | - | - |



Cotation

| INDICATEURS IEOM | | Données brutes | | var. mensuelle | gliss. annuel |
|----------------------------------------------------|---------|----------------|---|----------------|---------------|
| Cotes valides | janv-08 | 44 | - | - | 12,8% |
| Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM | janv-08 | 15 | - | - | - |

La cotation des entreprises par l'IEOM

La cotation établie par l'IEOM est un indicateur de la santé financière d'une entreprise. Elle permet d'apprécier la capacité d'une entreprise à honorer ses engagements financiers à un horizon de trois ans. La cotation est établie sur des éléments objectifs : un ou plusieurs bilans comptables, des renseignements fournis par les banques, le journal des annonces légales... Ces informations sont au besoin complétées par des éléments qualitatifs fournis par le chef d'entreprise lors d'un entretien de cotation.

Faire coter son entreprise par l'IEOM présente plusieurs intérêts :

- la cotation donne à l'entreprise une évaluation indépendante de sa situation financière et de son évolution,
- la cotation permet de renforcer les demandes de crédit auprès des Banques ou les dossiers d'appels d'offre,
- la cotation permet aux banques de se refinancer auprès de la Banque Centrale et de faire bénéficier à ses clients d'un taux d'intérêt bonifié (le réescompte),
- La cotation est une information strictement confidentielle, à laquelle seule l'entreprise concernée et les banques ont accès. La méthodologie et le code de conduite de la Banque de France sont appliqués par l'IEOM.

Pour faire coter votre entreprise ou pour obtenir des renseignements complémentaires sur la cotation, merci de contacter le Service Crédit de l'IEOM au 72.00.36.

3 – Actualité régionale

.....

FIDJI

Situation économique

Les prévisions de croissance de l'économie des îles Fidji pour l'année 2009, + 2,4 %, devrait être révisé à la baisse compte tenu de l'impact des inondations survenues sur l'archipel au cours du mois de janvier et de la crise financière mondiale.

En 2008, les indicateurs de consommation des ménages ont montré une croissance annuelle de +12,1%. Les revenus de la taxe sur la valeur ajoutée accusent cependant une baisse de 2,9 % en rythme annuel, alors même que les importations de marchandises, stimulées par la baisse des prix survenue en fin d'année, augmentent de 20,6 % sur la période.

On peut noter à fin novembre 2008 une hausse de 18,9 %, en cumul annuel, des importations de biens d'équipement. Cette évolution est à rapprocher des programmes d'investissement des entreprises qui se traduit par ailleurs par une hausse des encours de crédit de 14,2 % en 2008. Le déficit commercial continue cependant à se détériorer atteignant 1,9 milliard de dollars en cumul à fin novembre 2008. Les exportations ont augmenté de 13,6 % tandis que les importations affichent une hausse de 24,2 % sur la période.

4 – Brèves locales

.....

Election des membres du bureau de l'Assemblée Territoriale

Mercredi 4 février 2009, à l'occasion de l'ouverture de la session budgétaire 2009, le bureau de l'Assemblée Territoriale a été renouvelé avec comme Président, M. Victor BRIAL et Vice-président, M. Petelo LIE.

Point sur les IXème et Xème FED

Messieurs Francisco Javier ORTIZ DE ZUNIGA et Yves HOROLA, représentants de la Commission Européenne, se sont rendus sur le territoire des îles Wallis et Futuna du 4 au 7 février 2009 pour une mission d'appui aux projets conduits dans le cadre des IXème et Xème FED Territoriaux.

Le IXème FED porte principalement sur les infrastructures portuaires et scolaires. Les dossiers d'infrastructure sont en phase d'attribution de marché pour un engagement des crédits avant le 10 mars 2010.

L'Assemblée Territoriale a défini, par délibération n°02/AT/2009 du 4 février 2009, les axes d'intervention du Territoire pour l'utilisation du Xème FED de Wallis-et-Futuna. Elle souhaite que la priorité soit accordée au titre du volet Territorial, à la mise en œuvre de 6 réseaux d'eau potable à Futuna, au renforcement des réseaux de Wallis ainsi qu'aux énergies renouvelables. Au titre du volet Régional, l'accent sera porté sur la préservation de l'environnement et notamment la gestion des déchets. Le DOCUP, Document Unique de Programmation, liant le Territoire à l'Europe, devra être présenté en juin 2009 aux représentants de la Commission Européenne.

Hausse sensible du nombre d'abonnés Adsl

A la fin de l'année 2008, le service des postes et des télécommunications a recensé 2 851 abonnés au téléphone, en hausse de 17,8 % en glissement annuel. Par ailleurs, le nombre d'abonnés à Internet enregistre une augmentation de 35,7 % à fin décembre 2008, en rythme annuel, dynamisé par la croissance du nombre d'abonnés Adsl (465 abonnements enregistrés en un an).

Les hydrocarbures

A fin décembre 2008, les indicateurs de consommation d'hydrocarbures s'orientent à la baisse par rapport à l'année précédente. En effet, les ventes d'essence, de gasoil, de pétrole jet A1 et de gaz butane accusent des baisses respectives de 12,9 % (à 2.016,1 milliers de litres), -5,2 % (à 7.404,9 milliers de litres), -16,8 % (à 821,4 milliers de litres) et -4,7 % (à 229,8 milliers de litres), en glissement annuel cumulé.

Par arrêté n°015 du 28 janvier 2009, les prix de vente au détail à la pompe des hydrocarbures liquides ont été fixés comme suit à compter du 1^{er} février 2009: 144,9 F CFP/litre d'essence, 147,2 F CFP/litre de gasoil, et 147,3 F CFP/litre de pétrole lampant, en baisse respectives de 14 %, 11,3 % et 12 % par rapport au mois précédent.

En glissement annuel, les prix des hydrocarbures suivent la même tendance baissière.

Taxe à l'importation

En glissement annuel, les recettes des droits de douanes et taxes d'entrée enregistrent une baisse de 53 % à 37,3 millions de F CFP au 31 janvier 2009. Cette diminution s'explique essentiellement par la baisse de 59,3 % à 23,3 millions de F CFP du produit de la taxe d'entrée, mais également par le recul de 36,4 % à 13,9 millions de F CFP des droits de douane perçus.

Taxe intérieure de consommation

Le total des produits des taxes de consommation enregistre une baisse de 13,3 % à fin janvier 2009 par rapport à la même période un an plus tôt. Ce ralentissement est le résultat d'une diminution de 39,7 % de l'assiette de la taxe intérieure de consommation sur les hydrocarbures et de -5,9 % de celle de la taxe intérieure de consommation sur les tabacs. En revanche, la taxe sur les alcools génère 5,9 % de revenus en plus qu'il y a un an (12,2 millions de F CFP à fin janvier 2009).

Les immatriculations de véhicules neufs

Le nombre d'immatriculations de véhicules neufs répertorié sur le 4^{ème} trimestre 2008 s'établit à 49 unités contre 67 le trimestre précédent, soit une baisse de 26,9 %. En revanche, 20 immatriculations de plus de deux roues ont été enregistrées ce trimestre portant à 124 le nombre d'unités vendues à fin décembre 2008.

En cumul glissant sur douze mois, les ventes de véhicules automobiles accusent une baisse de 11% tandis que celles des deux roues augmentent de 12,7 %.

Les indicateurs de référence

| | | Données brutes | Glissement annuel |
|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------|-------------------|
| Prix | Indice des prix à la consommation au 3 ^{ème} trimestre 2008 (base 100-2T 2008) | 101,51 | 3,5 % |
| Salaires | SMIG mensuel (janvier 2008 et septembre 2008) | 79 812 XPF | +5,0% |
| Emploi | Nombre d'emplois salariés au 31 décembre 2007* | 1 912 | +4,1 % |
| Echanges extérieurs | Importations janvier 2009 | 245,5 MXPF | -37,6 % |
| | Droits de douanes + taxes à l'entrée fin 2008 | 1 246,7 MXPF | +11,3 % |
| | Droits de douanes + taxes à l'entrée au 31 janvier 2009 | 37,3 MXPF | -53,0% |

*hors fonctionnaires métropolitains

Sources : STSEE, CLR, Douanes, Administration Supérieure

| | | Données brutes | Variation / même période en n-1 |
|-------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|----------------|---------------------------------|
| Energie | Production nette d'électricité au 3 ^{ème} trimestre 2008 (en milliers de kWh) | 5 000 | +0,2 % |
| | Consommation de gazole en 2008 (milliers de litres) | 7 405 | -5,2 % |
| | Consommation d'essence en 2008 (milliers de litres) | 2 016 | -12,9% |
| Transports | Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs en décembre 2008 | 2 866 | -13,6 % |
| | Touchées de navires porte-conteneurs en janvier 2009 | 3 | -1 unité |
| | Nombre d'immatriculations de véhicules neufs au 4 ^{ème} trimestre 2008 | 49 | -49,0 % |

Sources : EEWf, SWAFEP, Aviation civile, Douanes

5 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

| | taux | date d'effet |
|------------------------------------------------------------------------|-------|--------------|
| taux de la facilité de dépôt | 1,00% | 21/01/2009 |
| taux de soumission minimal sur opérations principales de refinancement | 2,00% | 21/01/2009 |
| taux de la facilité de prêt marginal | 3,00% | 21/01/2009 |

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

| | date d'effet | taux | taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte |
|----------------------------------------------------|--------------|-------|-------------------------------------------------------------------------|
| taux de la facilité de dépôt | 16/12/2008 | 1,50% | 4,75% |
| taux de réescompte des crédits aux entreprises | 16/12/2008 | 2,00% | |
| taux de réescompte des prêts bancaires au logement | 01/08/1996 | 3,00% | 7,00% à 7,45% (Taux S G F G A S à partir du 01/10/2008) |
| taux de la facilité de prêt marginal | 10/12/2008 | 3,00% | |
| taux de l'escompte de chèques | 10/12/2008 | 3,00% | |

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

| | 30/01/2009 | 31/12/2008 | Var. M-1 | fin 12/07 | Var. fin 07 |
|------------------|------------|------------|------------|-----------|-------------|
| EO NIA | 1,2730% | 2,3520% | - 1,079 pt | 3,9160% | - 2,643 pt |
| EUR IBOR 1 mois | 1,7450% | 2,6030% | - 0,858 pt | 4,2880% | - 2,543 pt |
| EUR IBOR 3 mois | 2,0860% | 2,8920% | - 0,806 pt | 4,6840% | - 2,598 pt |
| EUR IBOR 6 mois | 2,1760% | 2,9710% | - 0,795 pt | 4,7070% | + 7,000 pt |
| EUR IBOR 12 mois | 2,2730% | 3,0490% | - 0,776 pt | 4,7450% | - 2,472 pt |

taux de base bancaire

| | taux | date d'effet |
|-------------------------|-------|--------------|
| banques métropolitaines | 6,60% | 15/10/2001 |
| banques locales | 8,90% | 02/03/1996 |
| taux d'intérêt légal | taux | J O R F |
| année 2008 | 3,99% | 23/02/2008 |
| année 2007 | 2,95% | 21/02/2007 |

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

| | 30/01/2009 | 31/12/2008 | Var. M-1 | fin 12/07 | Var. fin 07 |
|------------------|------------|------------|------------|-----------|-------------|
| TEMPE | 1,8404% | 2,4511% | - 0,611 pt | 3,8632% | - 2,023 pt |
| EUR IBOR 1 mois | 2,1690% | 2,9590% | - 0,790 pt | 4,6850% | - 2,516 pt |
| EUR IBOR 3 mois | 2,4830% | 3,2570% | - 0,774 pt | 4,8340% | - 2,351 pt |
| EUR IBOR 6 mois | 2,5660% | 3,3300% | - 0,764 pt | 4,8100% | - 2,244 pt |
| EUR IBOR 12 mois | 2,6480% | 3,4180% | - 0,770 pt | 4,7860% | - 2,138 pt |
| TMO | 3,8400% | 3,7300% | + 0,110 pt | 4,6100% | - 0,770 pt |
| TME | 3,6400% | 3,5300% | + 0,110 pt | 4,4100% | - 0,770 pt |
| TRBOSP | 3,9800% | 3,6400% | + 0,340 pt | 4,7000% | - 0,720 pt |

Définitions

EO NIA : Euro OverNight Index Average
 TEMPE : moyenne mensuelle de l'EO NIA
 EUR IBOR : EUR. InterBank Offered Rate
 TMO : taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP : taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

| devise | USD | | | JPY | | | GBP | | |
|------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| | 30/01/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 | 30/01/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 | 30/01/2009 | 31/12/2008 | 31/12/2007 |
| taux JJ | 0,325% | 1,000% | 4,500% | 0,385% | 0,425% | 0,600% | 1,350% | 1,350% | 5,775% |
| 3 mois | 1,575% | 2,900% | 4,775% | 0,880% | 0,950% | 0,925% | 1,950% | 2,850% | 5,865% |
| 10 ans emprunts phares | 2,850% | 3,020% | 4,090% | 1,290% | 1,180% | 1,510% | 3,710% | 3,020% | 4,570% |

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2009)

| Prêts aux particuliers | seuil de l'usure | Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | seuil de l'usure |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|
| Prêts immobiliers | | Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament | 11,51% |
| Prêts à taux fixe | 7,80% | Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable | 9,04% |
| Prêts à taux variable | 7,80% | Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe | 8,56% |
| Prêts relais | 7,72% | Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue) | 14,55% |
| Crédits de trésorerie | | Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans | 10,45% |
| Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF | 21,32% | Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale | |
| Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF | 21,11% | | |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF | 9,92% | | Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue) |

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

| Dernier cours fin de mois | 1 USD/XPF | 93,1115 | 1 NZD/XPF | 47,2264 | 1 HKD/XPF | 12,0053 | 1 GBP/XPF | 132,9083 | |
|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|---------|
| 100 JPY/XPF | 103,7848 | 1 AUD/XPF | 59,3248 | 1 SGD/XPF | 61,6829 | 100 VUV/XPF | 77,8166 | 1 FJD/XPF | 50,1259 |
| 1000 XPF/EUR | 8,38 | USD | 1,2816 | NZD | 2,5268 | HKD | 9,9399 | GBP | 0,89785 |
| JPY | 114,98 | AUD | 2,0115 | SGD | 1,9346 | VUV | 153,35 | FJD | 2,38064 |